

Compte-rendu

Bureau de la CLE du 11 juin 2024

Membres du bureau

Daniel FRECHET	CD42 / Excusé
Chantal BROSSE	CD42
Sylvain DARDOUILLIER	EPLoire
Stéphanie FAYARD	Loire Forez Agglomération
Véronique CHAVEROT	CC Forez Est / Excusée
Julien LUYA	Saint-Etienne Métropole / excusé
Lucien GUILLOT	SIE Bombarde / Excusé
Sylvain LECUNA	EDF / Excusé
Philippe VALENTIN	CCI Lyon Métropole
Nicolas CHARRETIER	CA 42
Roland CABANE	FDAPPMA 42
Laurent THOMAS	Groupeement des carriers ligériens
Aymeric DUPONT	AELB
Claire-Lise OUDIN	DDT42 / MISEN 42
Dorothée JEHAES	DREAL AURA / Excusée

Services associés présents

Didier LAURIAC	CCI Lyon Métropole
François DELORME	Saint-Etienne Métropole
Laurent DRILLON	SCoT Sud-Loire
Vincent GARNIER	FDAPPMA 42
Maryline THOLLOT	SIMACOISE
Carole BERLAND	Roannaise de l'eau
Damien JANAND	Loire Forez Agglomération
Jean de BOUARD	CD42
Marc MICHEL	CD42
Julie FARGIER	CD42
Amélie POTIGNON	CD42
Julie FAURE-LAURENT	CD42
Gonzague de MONTMAGNER	CD42 / EPLoire

Le Bureau de la CLE du SAGE Loire en Rhône-Alpes s'est réuni le 11 juin 2024 en présentiel et distantiel, sous la présidence par intérim de Mme Chantal BROSSE, vice-présidente agriculture du Département de la Loire.

Ordre du jour

- Actualités diverses
- Présentation du forum Partag'eau et état d'avancement du PTGE
- Point sur les études en cours (HMUC, BRGM, TBV, H2o)
- Etat des lieux de la révision du SAGE
- Temps d'échange sur les outils de communication

Actualités diverses

- [Trajectoire de sobriété du comité de bassin Loire-Bretagne](#)

Suite au courrier du 4 juin 2024 adressé par le Président du comité de bassin au président de la CLE LRA, **Aymeric DUPONT** expose les grands principes de cette trajectoire de sobriété. Ces derniers sont par ailleurs exposés dans le courrier du 4 juin annexé à ce compte-rendu, également [en ligne sur le site de l'AELB](#). Une réunion d'information se tiendra par ailleurs en visioconférence le [13 septembre 2024](#) après-midi en présence de Thierry BURLLOT, président du comité de bassin. A ce stade, il est possible de retenir que cette trajectoire vise à inscrire les objectifs de réduction des prélèvements du plan eau au niveau des SAGE, en permettant, sur la base d'une étude HMUC validée, de différencier les niveaux de réduction selon les usages et les territoires, tout en visant bien une baisse globale de 10%.

- [Consultation publique sur le projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 9 juin 2021 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux plans d'eau](#)

Actuellement en [consultation publique en ligne](#) jusqu'au 19 juin, ce projet d'arrêté vise essentiellement à assouplir la possibilité de création de plans d'eau en zone humide. **Claire-Lise OUDIN** précise que cet assouplissement ne concerne que la suppression des [trois conditions cumulatives](#) prévus par l'article 4 de l'arrêté du 6 juin 2021, dès lors que la surface implantée est inférieure au seuil de 1 ha de la [rubrique 3.3.1.0 de la loi sur l'eau](#). Les autres

seuils et réglementations relatifs aux zones humides continuent de s'appliquer.

Note post réunion : le projet d'arrêté « plans d'eau » a fait l'objet d'un avis défavorable du Comité National de l'Eau lors de sa séance du [6 juin](#) dernier.

***Laurent THOMAS**, est-il prévu de formuler une réponse officielle à cette consultation ?*

***Gonzague de MONTMAGNER**, les délais impartis pour ces consultations en ligne ne permettent pas de formuler un avis de la CLE, aussi, les structures membres sont invitées à répondre à titre individuel.*

Actualités PTGE

- [Présentation du forum Partag'eau](#)

Yves PIOT, **Jean-Pierre MOUSSET** et **Jean GILBERT** présentent les objectifs du [forum Partag'eau](#), son inscription dans les démarches d'éducation populaire et ses articulations avec le PTGE (cf. support de présentation joint au CR). NB : le prochain forum de Partag'eau se tiendra le 16 novembre prochain.

Aymeric DUPONT, précise que l'Agence n'avait pas accompagné la démarche en 2023 mais que le choix a été fait sur 2024, au titre du dialogue territorial proposé et en complémentarité avec le PTGE. Il s'agit d'un cas particulier de financement, d'où cette demande spécifique d'être en lien étroit avec la CLE pour assurer la transparence des travaux de Partag'eau.

Chantal BROSSE remercie les intervenants pour leur présentation et note que certaines associations membres du projet se situent hors du périmètre du SAGE (secteur roannais).

Nicolas CHARRETIER a participé au forum Partag'eau de 2023 pour un temps d'information et d'échanges sur l'agriculture dans le département. Il souligne que ce projet doit s'insérer en complément des travaux institutionnels existants, comme toutes autres initiatives. La chambre suivra la démarche quand bien même il est chronophage de suivre l'ensemble des travaux de tous les forums. Il note également que des financements sont disponibles à l'AELB pour ce type d'initiative portée par une association.

- Etat d'avancement du PTGE

Julie FAURE-LAURENT fait le point sur le stage de **Clara MARLIER** relatif à la concertation du PTGE (grand public et membres du comité de territoire). Concernant le questionnaire adressé aux membres du comité de territoire, le taux de retour est de 47 sur 116. Pour les entretiens semi-directifs avec les membres du comité restreint du PTGE, 13 ont été réalisés sur 22. Un questionnaire grand-public a été lancé la semaine dernière jusqu'au 21 juin via une page dédiée au PTGE sur le site du Département (240 réponses au 19 juin).

Les informations collectées vont permettre de formuler de premières préconisations sur la concertation du PTGE, préconisations qui vont venir alimenter la feuille de route du PTGE, document de cadrage qui sera présenté à la prochaine CLE pour validation en fin d'année.

Chantal BROSSE : est-il encore possible de répondre au questionnaire adressé aux membres du comité de territoire ?

Julie FAURE-LAURENT : le questionnaire est toujours disponible en ligne mais les réponses transmises au-delà du 21 juin ne pourront plus être intégrées au regard du planning et de la fin du stage du Clara Marlier.

Point sur les études en cours

- HMUC

Julie FAURE-LAURENT rappelle la tenue d'un 7^{ème} Cotech HMUC le 12 juin après-midi. Le point saillant de cette réunion sera la présentation de la méthode de diagnostic (phase 2 de l'étude HMUC). La question des débits biologiques nécessaires à l'évaluation des besoins des milieux sera également abordée lors de cette réunion. Il s'agit d'un point de vigilance pour lequel, compte tenu de la nature très technique des études, il conviendra d'être particulièrement pédagogique. Le compte-rendu et le support de présentation de ce COTECH du 12 juin sont disponibles à cette [adresse](#).

Concernant les études « usages » complémentaires :

- le rapport de l'étude portée par la CA42 est disponible [ici](#)

- concernant l'étude portée par la CCI, le COTECH n°2 s'est tenu le 17 juin dernier et un point d'étape sera proposé en CLE à l'automne
- le COTECH n°2 de l'étude portée par la FDPPMA 42 a eu lieu le 9 avril, de même, un point d'étape sera présenté en CLE à l'automne
- enfin, pour l'étude complémentaire sur les étangs piscicoles (prestation complémentaire du BE ANTEA), le rapport final sera prochainement disponible

Laurent DRILLON informe le bureau que le SCoT Sud-Loire a déterminé son organisation territoriale dans le cadre de son Projet d'Aménagement Stratégique SCoT Sud-Loire (PAS). Les niveaux de centralités ainsi identifiés permettent de localiser les futurs secteurs de développement des services et équipements à l'horizon 2050, soit là où les nouvelles demandes en eau pourraient être les plus importantes dans le futur.

Didier LAURIAC fait le point sur l'étude de la CCI. Les rencontres avec les EPCI et les acteurs économiques sont terminées et la synthèse des 20 réunions est en cours. Concernant les enquêtes conduites auprès des gros consommateurs d'eau (80 identifiés pour 37 retours enquête) et sur un panel d'entreprises représentatives (400 entreprises, 80 retours), les relances sont en cours.

Vincent GARNIER indique qu'une première version de l'étude de la FDPPMA 42 a été envoyée aux membres du COTECH pour relecture. L'objectif est de finaliser l'étude à l'automne.

Julie FAURE-LAURENT précise que le lien est bien fait entre les études HMUC et étangs piscicoles puisque que celles-ci sont conduites par le même BE (cf. projet rive droite notamment).

Aymeric DUPONT souhaite plus de précision sur l'étude étangs. Julie FAURE-LAURENT répond qu'il s'agit de compléter l'étude de la chambre d'agriculture 42 car celle-ci ne traite ni de l'usage économique des 3 plaques d'étangs du territoire, ni de leurs perspectives d'évolution.

- [Projet de convention tripartite BRGM/DDT42/CD42](#)

Gonzague de MONTMAGNER rappelle que ce projet de convention fait suite à une étude confiée au BRGM en 2023. Celle-ci visait à identifier les actions nécessaires pour améliorer les connaissances sur les ressources souterraines

de la rive droite de la plaine du Forez. Le présent projet de convention a pour but de ne pas freiner le lancement de l'outil de suivi et de prévision MétéEau des nappes du BRGM, une action portée par la DDT42. Les autres actions identifiées par l'étude de 2023 sont listées en annexes, dans l'attente de précisions sur leurs modalités de mise en œuvre et/ou d'identification d'une maîtrise d'ouvrage.

Claire-Lise OUDIN précise que l'action MétéEau des nappes s'inscrit dans le temps long et qu'à ce stade il s'agit avant tout d'acquérir de la donnée.

Gonzague de MONTMAGNER alerte à ce titre sur le peu de fiabilité des informations relayés sur le niveau des nappes phréatiques dans la Loire, département pour lequel seul un piézomètre a été aujourd'hui jugé fonctionnel et représentatif par le BRGM, celui de Saint-Romain-le-Puy, qui sera donc le premier à être équipé de l'outil MétéEau des nappes dans le cadre de cette convention.

Stéphanie FAYARD s'interroge sur le périmètre de l'étude qui ne concerne que la rive droite de la plaine du Forez.

Gonzague de MONTMAGNER rappelle qu'au regard de la taille du périmètre à analyser, de la complexité des études et du coût des investissements à considérer, priorité a été donnée à la rive droite à ce stade, soit là où les possibilités de reports de prélèvements en rivière vers de la ressource souterraine sont les plus importants.

Chantal BROSSE demande si la rive gauche pourrait être traitée ultérieurement ?

Sans préjuger des suites de la démarche, **Julie FARGIER** précise qu'il reste encore à identifier les porteurs de projets et les financements nécessaires pour les différentes actions du plan d'investigation en rive droite.

Nicolas CHARRETIER évoque le contexte local particulier de ce secteur, avec la recherche de nouvelles ressources en eaux minérales, les besoins du SIVAP et de l'agriculture et la possibilité de voir des déséquilibres se créer sur ce secteur à l'avenir, d'où l'importance de mieux connaître le fonctionnement

et la disponibilité de la ressource. Par ailleurs, le piézomètre de Saint-André-le-Puy¹ est-il situé sur l'un des forages du SIVAP ?

Gonzague de MONTMAGNER, non, dans la mesure où celui-ci serait alors influencé et non identifié par le BRGM comme le plus représentatif du fonctionnement de la ressource souterraine dans ce secteur.

Concernant l'action potentielle relative aux campagnes de hautes eaux et basses eaux en vue d'établir les cartes piézométriques de ce secteur, **Julie FARGIER** précise qu'un travail préalable d'identification des piézomètres existants est à conduire. Cette action serait potentiellement activée par le Département en 2025.

- **Groupe de travail délimitation et caractérisation des têtes de bassin versant**

Amélie POTIGNON expose les objectifs de la démarche. Initiée en 2022 à travers un premier travail de stage au Département afin de répondre aux dispositions 11A-1 et 11A2-2² du SDAGE Loire-Bretagne, cette première réflexion est aujourd'hui reprise dans le cadre des travaux de révision du SAGE sur le volet « milieux et biodiversité ».

Laurent DRILLON le SAGE n'ayant pas vocation à être opérationnel, s'interroge sur le contenu et la destination d'éventuels documents de gestion adaptés à la préservation des têtes de bassin, comme sur les liens avec la planification ?

Claire-Lise OUDIN, le SAGE a vocation à formuler des orientations que vont intégrer les planificateurs et opérationnaliser les acteurs de terrain.

Vincent GARNIER rappelle que le territoire dispose déjà d'informations et d'expertises sur les têtes de bassin versant et qu'il est d'ores et déjà possible de caractériser certains éléments pour orienter les actions des contrats rivière.

¹ Piézomètre [BSS001UNAB](#) (07204X0105/F) situé à St-André-le-Puy.

² 11A-1 : les SAGE comprennent systématiquement un inventaire des zones têtes de bassin, une analyse de leurs caractéristiques, notamment écologiques et hydrologiques. 11A-2 : les SAGE hiérarchisent les têtes de BV, en fonction des pressions et de l'état des masses d'eau. Ils définissent des objectifs et des principes de gestion adaptés à la préservation et à la restauration du bon état.

Stéphanie FAYARD s'interroge sur la réalisation des inventaires terrain de validation et la prise en compte de la démarche par l'AELB dans le cadre des procédures de contrat territorial (CT).

Amélie POTIGNON pour le premier point, il s'agira dans un premier temps d'identifier par bassin versant les structures disposant de la connaissance de terrain nécessaire à combler le manque de données (EPCI, syndicats, FDPPMA, etc.)

Aymeric DUPONT indique que le XII^{ème} programme sera encore resserré sur la reconquête du bon état écologique et les masses d'eau dégradées. Le programme détaillé sera disponible en octobre. La logique de CT sera conservée.

- **Stage en grappe avec H2o Lyon, caractérisation de la ripisylve**

Amélie POTIGNON expose les principes et attendus de ce projet. L'objectif visé est de proposer une méthode de caractérisation homogène de la ripisylve sur le périmètre du SAGE, pour en améliorer le suivi dans un contexte de changement climatique.

Chantal BROSSE, comment et sur quelle période s'organise le stage ?

Amélie POTIGNON, le stage se déroule de janvier à juillet, au préalable, de septembre à décembre les étudiants effectuent des recherches bibliographiques et se familiarisent avec le territoire.

Laurent THOMAS s'agit-il de l'université de Lyon à Saint-Etienne ? Il est important de valoriser les compétences locales.

Amélie POTIGNON [H2o Lyon](#) est une école universitaire de recherche sur les sciences de l'eau et des hydrosystèmes qui regroupe différents laboratoires à la fois sur Lyon et Saint-Etienne (université Jean Monnet).

Gonzague de MONTMAGNER, les problématiques à traiter étant aujourd'hui de plus en plus complexes, il s'agit d'une première étape pour retisser des liens entre le monde de la recherche et de celui des gestionnaires.

Chantal BROSSE, les stagiaires vont-ils effectuer un travail de terrain ?

Amélie POTIGNON, il s'agira pour eux de tester leur méthode de caractérisation de la ripisylve sur le terrain, pour en évaluer la fiabilité et la reproductibilité par les gestionnaires.

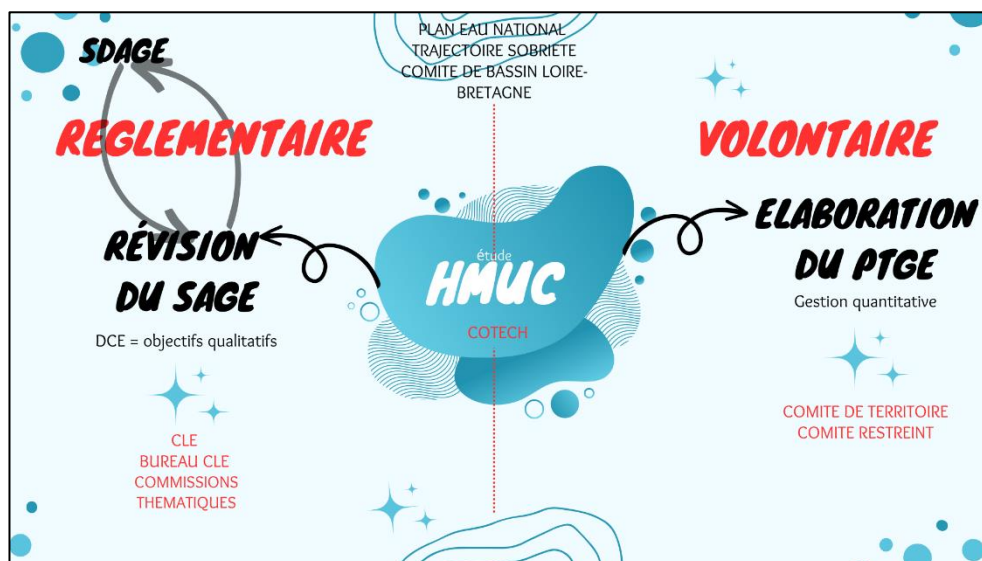
Claire-Lise OUDIN, des liens ont-ils été faits avec les structures GEMAPI et l'OFB ?

Amélie POTIGNON, les gestionnaires et l'OFB ont déjà été contacté pour collecter de premières données, identifier leur intérêt à participer et d'éventuel retours d'expériences.

Laurent DRILLON, voir avec EPURES pour les données de la trame verte et bleue sur le périmètre du SCoT Sud-Loire.

Etat des lieux de la révision du SAGE

- Articulation entre la révision du SAGE, l'étude HMUC et le PTGE



Aymeric DUPONT précise que la trajectoire de sobriété émane du comité de bassin Loire-Bretagne, instance de gouvernance du SDAGE, et non de l'AELB qui est l'outil d'accompagnement de cette trajectoire auprès des territoires. Par ailleurs, le nouvel état des lieux du SDAGE, nécessaire à la révision du SAGE, sera validé en fin d'année 2025 et les travaux de concertation locale s'opéreront de décembre 2024 à mars 2025.

Marc MICHEL remarque qu'il manque dans le schéma un niveau d'articulation avec l'arrêté cadre sécheresse (ACS).

Claire-Lise OUDIN : il s'agit de bien différencier la gestion de crise qui est par essence conjoncturelle avec l'ACS et une gestion structurelle fondée sur une stratégie et un plan d'actions visant à atteindre satisfaire les demandes des usages et les besoins des milieux dans le temps long, le PTGE.

- **Commission thématique « milieux et biodiversité »**

Amélie POTIGNON présente un retour synthétique des échanges qui se sont tenus lors de la première réunion de cette commission (cf. support de présentation, retranscription des échanges impossible à ce stade suite à un problème technique).

- **Commission thématique « eau et aménagement du territoire » et « mise en œuvre et gouvernance »**

Gonzague de MONTMAGNER présente un retour synthétique des échanges qui se sont tenus lors des premières réunions de ces commissions (cf. support de présentation, retranscription des échanges impossible à ce stade suite à un problème technique).

Temps d'échange sur les outils de communication

Amélie POTIGNON présente les besoins identifiés en termes de communication (suivi des études, des commissions thématiques, etc.) et les outils d'information aujourd'hui disponible :

- site Internet : <https://sage-loire-rhone-alpes.fr> (en cours d'actualisation par l'EP Loire)
- [extranet](#) des membres de la CLE (l'accès nécessite un identifiant et un mot de passe)
- pour les informations réglementaires, les colloques et autres veilles techniques, les « post-it » du SAGE via [Twitter](#)
- [page PTGE](#) sur le site Loire.fr

Quels nouveaux outils développer pour mieux répondre aux besoins en informations des acteurs de l'eau et aux exigences de communication associées à des démarches complexes (HMUC, PTGE) ? Newsletter ? Webinaires thématiques ? Autres ?

Chantal BROSSE s'accorde sur la nécessité de disposer d'outils simples d'accès et faciles de lecture.

Prochaine réunion de la CLE

Autour de la mi-septembre, la prochaine réunion de la CLE sera dédiée à la présentation des éléments de diagnostic de l'étude HMUC. Le bureau s'accorde pour qu'une CLE de validation se tienne dans un temps rapproché afin de tenir le planning général de l'étude, mais également suffisamment long pour permettre l'appropriation de ces éléments par les membres de la CLE, à l'image de ce qui avait été fait pour la phase d'état des lieux (1 mois entre la CLE de présentation et la CLE de validation). Sur la base du diagnostic, la phase 3 de l'étude HMUC, de courte durée, consistera à proposer des indicateurs et des préconisations de gestion. En cela, elle préfigure les travaux du PTGE.